

## **ST 4 : Investiguer le bureau de vote. Réflexions épistémologiques et mutualisation des expériences de terrains**

**Giraud Laura, Université de Nice-Sophia Antipolis, ERMES, [lauragiraud@live.fr](mailto:lauragiraud@live.fr)**

**Pina Christine, Université de Nice-Sophia Antipolis, ERMES, [c.pina@unice.fr](mailto:c.pina@unice.fr)**

« C'est ici qu'on vote ? »

### **Ou les leçons inattendues d'un questionnaire 'sortie des urnes'**

Le programme SPEL 2012 qui a réuni à l'origine une soixantaine de chercheurs souhaitant conduire une analyse sociologique de la séquence électorale de 2012, a connu plusieurs déclinaisons. En région PACA, des chercheurs d'universités du Sud-Est ont mené, dans cette perspective, un travail de recherche sur plusieurs bureaux de vote (BV), bénéficiant d'un financement spécifique de la région PACA (Rapport pour la région PACA, 2014). À Nice, les chercheurs engagés dans cette recherche, lors du 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle, ont ainsi travaillé sur trois BV, choisis pour leur inscription dans des territoires diversifiés, tant politiquement que socialement<sup>1</sup>. L'idée était ainsi de pouvoir varier les points d'observation, de moduler les espaces investigués mais aussi de permettre la mise en commun (et en récit) d'expériences de terrain mobilisant l'usage d'un même outil de recueil de données.

En effet, à Nice, comme dans d'autres villes du Sud-Est sélectionnées par le groupe OsPo-PACA, un questionnaire sortie des urnes a été élaboré puis soumis aux électeurs des BV sélectionnés<sup>2</sup>. Ce choix a été guidé par plusieurs contraintes fortes mais également par des présupposés sur l'outil QSU (le contact direct avec les électeurs, la facilité de collecte des données...). Ajoutons à cela une forme de curiosité méthodologique, explicable par le peu de travaux en science politique française sur les BV comme objet de recherche et, de manière plus précise, sur l'enquête par questionnaire sortie des urnes<sup>3</sup>. A cela s'est ajoutée la volonté

---

<sup>1</sup> A ce titre, nous avons procédé de manière assez proche d'Éric Agrikolianski durant la campagne municipale de 2008 à Paris (Agrikolianski, 2011, 321-324). Pour la présentation de l'enquête niçoise, voir encadrés 1 et 2 en fin de texte.

<sup>2</sup> Si au départ, le projet était bien de partager un même questionnaire pour l'ensemble de l'équipe OsPo-PACA, chaque pôle universitaire a finalement construit son propre support, rendant de fait impossible un travail de mise en commun des données. Nous verrons que ce qui peut sembler au départ un problème constituera une ressource pédagogique, voire une possibilité supplémentaire d'interroger la méthode et l'outil.

<sup>3</sup> L'« exit polls » est, à l'opposé, beaucoup plus utilisé dans les pays anglo-saxons, ce qui pourrait permettre de souligner le caractère institutionnalisé de techniques d'enquête et leurs usages différentiels en fonction de

de conduire un projet pédagogique permettant d'associer à l'enquête des étudiants politistes de niveaux différents : il s'agissait de les amener à penser une enquête sociologique de manière globale, par l'exploration des différentes phases de sa réalisation.

Nous avons alors émis un constat simple : ce n'est pas seulement le BV qui est resté pendant de longues années faiblement investi par la recherche en science politique, mais aussi certains outils méthodologiques qui permettent de l'investiguer, alors même que nombre de questions méthodologiques et politologiques prennent ici tout leur sens.

Dans cette communication, nous allons explorer le constat que nous avons dégagé en procédant par QSU. En effet, cette technique devait nous permettre de former les étudiants aux joies des procédés quantitatifs. *In fine*, la recherche menée a été l'occasion de les sensibiliser aux conditions d'enquête, dans sa déclinaison qualitative. C'est donc sur le « cheminement » menant de ce qui est attendu à ce qui est produit, sur la confrontation entre les illusions du chercheur et ce qu'il recueille réellement, que porte cette communication. En soi, ce chemin ou cette confrontation sont déjà, selon nous, de l'ordre de la pédagogie : ils permettent de comprendre l'intérêt de méthodologies, non pour ce qu'elles semblent permettre d'atteindre *a priori*, mais pour ce qu'elles permettent de faire et d'observer *concrètement*.

Ainsi, nous reviendrons dans un premier temps sur les attendus de cette enquête par QSU, avant d'analyser dans un second temps les grands enseignements, en partie pédagogiques et très largement inattendus, de cette recherche.

### ***I. QSU, un dispositif pour enquêter et former les étudiants au « quantitatif »...***

Le choix de mettre en place un QSU s'explique en partie par une forme de pragmatisme méthodologique et de ses multiples déclinaisons sur lesquelles nous souhaiterions revenir.

#### ***1. La QSU ou l'espoir d'une production standardisée et « au plus près » du vote...***

Le QSU a d'abord été choisi par les chercheurs comme le moyen le plus efficace, au regard de son coût de réalisation et de traitement, pour atteindre des comportements électoraux. Le projet se déroulant sur plusieurs villes (Avignon, Brignoles, Marseille, Nice...), politiquement peu comparables, a encouragé un travail de mise en conformité des procédés d'enquête.

---

traditions de recherche, voire d'organisation des systèmes politiques. Pour le caractère pédagogique de l'outil « *exit polls* », voir par exemple H. Lelieveldt and G. Rossen (2009).

L'hypothèse, implicite, est ainsi que la comparaison peut se construire par la standardisation des procédés d'enquête, par l'homologie des engagements méthodologiques. Dit autrement, et sans y voir une forme de pensée magique, l'idée est bien de réduire au minimum le caractère artefactuel de la comparaison en l'appuyant sur un même protocole de recherche<sup>4</sup>.

Dès lors, un support d'investigation identique – ou pensé comme tel – s'est rapidement imposé comme une solution. Il semblait également permettre la transférabilité des données recueillies, voire la possibilité de les agréger sans grand scrupule, quand est rendue invisible ou relativement insignifiante la question des conditions d'enquête. Ainsi, l'usage du QSU semblait répondre, en partie, à une question épistémologique complexe, en même temps qu'il assurait la constitution d'un groupe de recherche par la réalisation collective du support « questionnaire »<sup>5</sup>.

Dans le même temps, il convient de rappeler que cette enquête jouit d'un financement institutionnel. Sans exagérer immodérément l'impact de cette situation, le QSU semblait pouvoir répondre à plusieurs objectifs à tenir ensemble. Tout d'abord, la volonté de standardisation afin de produire rapidement des résultats communicables à des commanditaires institutionnels imposant un calendrier serré. Ensuite, la réponse à un attendu social fortement partagé dans les milieux politiques et institutionnels : le caractère difficilement discutable du chiffre assurant, par son usage, la scientificité de tout rapport ou de toute recherche, quels qu'ils soient<sup>6</sup>.

Enfin, et ce point nous est apparu important, le travail de QSU nous semblait une manière d'appréhender la question du contexte de vote. En évitant toute quête un peu vaine de représentativité, en délaissant l'objectif visant à poser initialement la question de l'échantillonnage, nous avons l'ambition de mettre au jour les environnements de vote, les éventuels effets de contexte (Braconnier et Dormagen, 2007 ; Braconnier, 2010) et ainsi les variations objectivées des relations entre variables.

---

<sup>4</sup> Sur la logique de standardisation associée aux enquêtes quantitatives, voir Pierre Bréchon (2011, 10).

<sup>5</sup> Il s'avère que cette idée de départ s'est rapidement heurtée à des objectifs très divers d'une équipe à l'autre, de même que les équipes n'ont jamais discuté des mises en œuvre des passations, ni évoqué les entrées sur le terrain en amont du QSU. C'est donc *a priori* sur le support commun que s'est élaboré la discussion collective.

<sup>6</sup> Jacques Jenny écrit : « Dans le contexte de la méthodologie sociologique, les usages de l'adjectif "Qualitatif" ne renvoient pas tant aux valeurs positives des "qualités" (opposées par exemple à "défauts") qu'à l'"absence de quantité" : l'adjectif négatif "non-numerical" en est d'ailleurs parfois, en anglais, un synonyme explicite. Autrement dit, dans le couple Quali/Quanti, c'est bien l'univers des nombres (le Quanti...) qui constitue la référence implicite, le pôle dominant par rapport auquel l'autre terme est "marqué", défini "par défaut", comme un mode d'analyse mineur – avec une connotation sinon négative du moins un brin péjorative, dévalorisante. En outre, dans les pratiques courantes, le qualitatif est souvent considéré comme une étape préalable, "exploratoire" (plutôt inductive) et provisoire, du recueil de matériaux bruts, non chiffrés, destinés à se transformer en produits finis, d'ordre quantitatif, considérés comme supérieurs d'un certain point de vue "scientifique", notamment lorsqu'il s'agit de l'étape dite "confirmatoire" (plutôt déductive) de l'administration de la preuve. » (Jenny, 2004)

Il y a donc d'emblée cette hypothèse forte : si nous devons engager un travail de QSU, celui-ci doit permettre d'envisager des points d'observation divers qui, certes ne permettent pas de répondre pleinement aux attendus d'une analyse contextualisée, mais évitent la tentation de « l'hypostase du collectif » (Beaud et Weber, 2010, 69).

Parallèlement, par ce protocole de recherche, il s'agit bien de s'approcher du « vote au concret »<sup>7</sup>, tel qu'il « se fait », non tel qu'il est analysé *a posteriori*, en dehors de toute prise en compte des configurations dans lesquelles il s'inscrit. En ce sens, le QSU semble apporter plusieurs garanties et permet de décaler le regard, sans pour autant assurer à lui seul une approche indiscutable (Agrikolianski, 2011, 49).

Tout d'abord, il paraît garantir une proximité temporelle entre le vote réalisé et le vote déclaré. De fait, mais sans sous-estimer les phénomènes de sous-déclarations, d'imposition de l'enquête voire de tentatives de l'enquêté de « satisfaire » aux désirs imaginés de l'enquêteur, le QSU évite en partie la séparation entre l'acte de vote et sa reconstitution *a posteriori*. En proposant un questionnaire court (ici, une feuille A4 recto verso), centré en priorité sur l'acte de vote tel qu'il vient d'être réalisé dans un bureau situé à quelques mètres de là, en privilégiant l'auto-administration, en faisant déposer par l'enquêté son questionnaire dans une urne censément « identique » à celle présente dans le BV, il s'agit bien de construire un parallélisme formel entre vote et enquête par questionnaire<sup>8</sup>.

Ensuite, le QSU permet également de ne pas dé-spécialiser le vote. Ce dernier est donc extrait de sa banalité et du caractère artificiel que lui confère une reconstitution lointaine, faisant appel à la mémoire. En replaçant le travail d'enquête au plus près de l'acte électoral, il s'agit de ne pas construire de manière trop artificielle une distance entre le vote réalisé et le vote déclaré. L'unité de lieu et de temps, même si elle demeure pour partie discutable, semble pouvoir limiter les reconstitutions fantasmées du vote, telles que perçues après publication des résultats.

Enfin, les questionnaires rédigés garantissent par leur matérialité des logiques d'homologie et de parallélisme. Dans le cas qui nous occupe, les équipes d'enquêteurs sont restées stables sur l'ensemble d'une journée et ont donc procédé selon un protocole toujours identique. En effet, ont été établies en amont des procédures d'entrée en relation avec les enquêtés, afin de lever

---

<sup>7</sup> Sur l'intérêt de poser un regard « oblique » sur le vote et les campagnes, voir par exemple Agrikolianski, Heurtaux, Le Grignou (2011).

<sup>8</sup> Sur ce point, voir par exemple Delwit et Van Haute (2008, 21).

toute ambiguïté sur le projet de l'enquête, le caractère pédagogique et scientifique de l'opération, la différence avec les « sondages sortie des urnes » des instituts de sondages, etc.

Si le parallélisme formel peut se plaider, les effets de celui-ci sont limités et paraissent finalement plus évidents pour le chercheur que pour les enquêtés. Il y a, à ce titre, une forme de naïveté épistémologique à penser que la reproduction des gestes, l'unité de temps et de lieu suffisent à restreindre le caractère artefactuel du protocole et ses effets sur les schèmes de réponses. Cela pose, non pas tant la question des méthodes, mais de la réception de celles-ci par les enquêtés, de leur acceptation de l'enquête : une entrée en matière bien utile pour utiliser le QSU comme outil pédagogique...

### ***2. Le QSU, un outil pédagogique ?***

Le questionnaire « sortie des urnes » constitue une bonne opportunité pour amener les étudiants à s'interroger d'une manière très frontale sur les « recettes » (plus ou moins artisanales) de la construction de données de recherche.

Le QSU répond en effet à la volonté pédagogique d'initier les étudiants à des recherches au concret, bien avant la rédaction d'un mémoire de Master1. L'engagement des étudiants a été toutefois très divers en fonction des phases de l'enquête.

En premier lieu, les étudiants ont été associés à la phase d'élaboration du questionnaire, ce qui leur permettait d'appréhender toutes les difficultés et l'importance de cette étape (hypothèses, formulation, clarté et agencement des questions). Les TD de méthodes des sciences sociales ont constitué un espace particulièrement propice aux échanges et réflexions portant sur les exigences du questionnaire. Le premier enseignement réside dans la découverte de l'incontournable compromis entre la construction d'un questionnaire idéal et la nécessité de bâtir un outil adapté à un contexte d'enquête.

En deuxième lieu, sur la base du volontariat, des étudiants ont participé à la phase de passation (de niveau M1 à M2, doctorants compris). Selon leurs déclarations, cette partie de l'enquête a été particulièrement formatrice en leur permettant de percevoir la distance entre l'enquête rêvée en laboratoire et l'enquête réelle, telle qu'elle se déroule sur le terrain, dans la confrontation avec les enquêtés, les responsables de bureau de vote, les enseignants chercheurs...

En troisième lieu, c'est une partie encore plus restreinte d'étudiants qui a accepté de présenter les premiers résultats de ce travail par QSU lors d'un séminaire consacré à l'analyse

contextuelle, le 25 mai 2012, tandis que deux doctorantes étaient pleinement associées à la rédaction du rapport remis à la région PACA, en mobilisant en particulier l'analyse de données quantitatives.

Ainsi, les processus d'engagement des étudiants sont très variables et répondent à des objectifs pédagogiques différents (mise en lumière des pratiques de recherche au concret, investigation des comportements électoraux, insertion de jeunes chercheurs dans des réseaux constitués...) et à des contraintes de calendrier qui pèsent lourdement sur ce type de projet pédagogique et scientifique.

En tout état de cause, l'opération QSU a constitué une très bonne opportunité pour mettre en pratique et illustrer les cours magistraux, que ce soit sur l'analyse des données quantitatives pour le cours de Sociologie politique ou l'analyse des procédures d'enquête pour le cours de Méthodes des Sciences sociales<sup>9</sup>. Il ne faut toutefois pas mésestimer les limites de cette « mécanique » pédagogique.

Il serait en effet vain de présenter le QSU comme l'outil magique permettant de nourrir nombre de questionnements pédagogiques et interrogations sur les manières de conduire les étudiants à la recherche de terrain. De fait, le QSU, tel que nous l'avons pratiqué, reste un soutien de formation limité, si l'on retient en particulier l'observation que les enseignants encadrant le QSU étaient eux-mêmes novices pour ce procédé et ont dû apprendre « en chemin » nombre de pièges et de difficultés associés à ce type de méthodologie. A ce titre, il n'est pas inutile de souligner que la production scientifique française est fort peu diserte sur les « cuisines » du QSU et ses difficultés. L'analyse des résultats est, à l'opposé, bien plus développée (voir par exemple Bagnat, 2004 ; Braconnier et Dormagen, 2010 ; Rivière, 2012 ; Braconnier *et al.*, 2013 ; Audemard et Gouard, 2014), ce qui tend à produire un double effet intrigant : naturaliser l'outil QSU (qui pose, comme nous l'abordons ici, de nombreuses questions) et rendre invisibles les questions pédagogiques associées à cet objet<sup>10</sup> (pourtant posées et débattues depuis longtemps dans la littérature américaine).

Parmi les limites de notre usage du QSU comme soutien pédagogique, nous souhaitons insister sur le fait que les étudiants n'ont été finalement associés que de manière ponctuelle et

---

<sup>9</sup> Howard Becker justifie ainsi l'usage d'exemples nombreux dans son ouvrage *Les ficelles du métier* : « Pour présenter ces ficelles, j'aurai souvent recours à de longs exemples que l'on peut considérer comme des archétypes dans un des sens kuhniens du terme, c'est-à-dire comme des modèles que l'on peut imiter lorsqu'on rencontre des problèmes similaires. Je dois ce goût pour les exemples – par opposition aux définitions générales – à mon expérience d'enseignement. [...] J'ai compris [...] que ce que les gens écoutent vraiment, et ce dont ils se souviennent le mieux, ce sont les histoires et les exemples. » (Becker, 2002, 26-27)

<sup>10</sup> Nous y voyons la traduction de ce que Daniel Bizeul souligne en mettant en lumière les conventions d'écriture très différentes selon les méthodes employées (Bizeul, 1998, 752).

ciblée au travail. A ce titre, il serait sans doute très exagéré de parler de « coproduction », en particulier parce que les étudiants, à l'exception des doctorants, n'ont pu participer à l'analyse quantitative des données. Plusieurs raisons à cela, dont la première tient à des temporalités présidentielle-universitaires bien incompatibles, puisque l'élection s'est tenue précisément en période d'examen. Difficile dès lors d'imposer une mobilisation, difficile également d'exiger un retour réflexif à des étudiants mobiles géographiquement. C'est donc en partie la question de la cohérence calendaire qui est posée ici, de même que celle d'un engagement des enseignants, quand le projet pédagogique ne prévoit aucune « rétribution » à la participation. *In fine*, c'est donc toute la chaîne de conception du montage pédagogique de ce type de projet qui est interrogée et l'organisation en amont de l'emboîtement entre les exercices de préparation, de passation, de traitement et de restitution, voire de retour réflexif qu'il est nécessaire de penser ensemble.

Ainsi, le QSU nous semble, pédagogiquement, un outil extrêmement intéressant parce qu'il permet d'associer les étudiants à différentes phases de recherche, tout en permettant un contact direct avec les enquêtés sur des périodes de forts investissements et de forte conflictualité. C'est aussi l'occasion de mettre en évidence que le comportement électoral présenté par Milbrath (1965, 21) comme relevant des « activités de spectateur » s'avère plus investi que cela par les citoyens observés (ne serait-ce que pour ce qui concerne la question du secret du vote...), expliquant la difficulté à dissiper les préventions des enquêtés.

Le QSU, quant à ses résultats enfin, permet de mettre en exergue des recherches et théories abordées en cours (analyse écologique, analyse contextuelle...), de souligner des pièges que cet outil ne permet pas seul d'éliminer (erreur écologique, fallace statistique quand la tentation est grande d'agrèger des résultats obtenus dans des BV pourtant non représentatifs, faiblesse numérique des effectifs enquêtés...) et de mesurer de manière très objective la séparation entre les déclarations faites dans un questionnaire et les résultats électoraux observés. Le QSU offre ainsi une occasion de comprendre les limites, tant de l'outil lui-même<sup>11</sup> que d'une recherche soumise à de nombreux aléas.

Dès lors, le questionnaire « sortie des urnes », d'outil pour former les étudiants à la sociologie électorale et aux méthodes quantitatives s'est, en chemin, révélé un excellent moyen pour interroger les conditions d'enquête. Il a ainsi permis d'alerter les étudiants sur les séparations

---

<sup>11</sup> Sur les débats aux Etats-Unis concernant les enquêtes par questionnaires et les sondages « sorties des urnes » en période électorale, en particulier dans leur capacité prédictive, lire Keeter (2008), Barreto, Guerra, Marks, Nuño and Woods (2006) ou Genovese and Streb (2004).

parfois trompeuses entre quantitatif et qualitatif en les amenant à un travail réflexif sur les conditions d'enquête, apanage des analyses dites « qualitatives » (Bizeul, 1998).

### *II. QSU, une opportunité d'apprentissage de l'enquête de terrain*

Le QSU pourrait être cantonné à un outil parmi d'autres permettant de produire des données quantitatives. Ce serait toutefois en rester à une lecture très superficielle, en omettant de le considérer pour d'autres potentialités bien plus larges. En effet, dans le cas qui nous occupe, cet outil nous a permis de réinterroger les séparations effectuées traditionnellement entre quantitatif et qualitatif.

#### *1. Une occasion de réfléchir autrement les liens entre chercheurs et enquêtés*

Les premiers contacts avec les enquêtés sont d'emblée l'occasion d'un constat, parfois en forme de désillusion, pour les étudiants : il est bien difficile de présenter par des mots simples la recherche et ses attendus, bref de rendre accessible ce que les étudiants ont incorporé (bien malgré eux parfois) au fil des semaines de formation. Les confusions sont ainsi nombreuses chez les enquêtés (les étudiants se verront demander pour quel journal ils travaillent, quel institut de sondage les défraie voire à quelle heure l'équipe disposera des premières estimations...) et les suspicions (sur le caractère partisan ou policier du procédé) difficiles à contrer. Un paradoxe est alors mis au jour : le chercheur, bien qu'à découvert, bien qu'utilisant des logos ou des discours le positionnant institutionnellement, est pour partie invisible et non perçu et il est contraint de s'imposer, forcer les réticences ou les refus. La découverte se situe dans cet écart, entre le discours construit et le discours reçu, entre les évidences du chercheur et la perception des enquêtés. Par cet exercice, les étudiants appréhendent *in fine* plusieurs éléments qui ne sont pas nécessairement audibles ou compréhensibles dans le cadre de cours magistraux.

\* L'enquête par QSU est une bonne technique d'apprentissage de la difficulté de « dire la Science politique » (que fait-elle, qu'étudie-t-elle ?) et de présenter les spécificités de la recherche scientifique au regard d'autres secteurs d'activité, plus visibles, intervenant dans le



commentaire électoral<sup>12</sup>. Pour les étudiants, cette expérience a été enrichissante pour percevoir la distance existant entre l'évidence de leur activité de « chercheur » (qui peut relever d'une forme de « sociocentrisme ») et les perceptions de leurs interlocuteurs. Le caractère naturalisé de la recherche paraît bien discutable, en particulier quand, même après auto-présentation, les étudiants sont conduits à multiplier les discours visant à rassurer les enquêtés, à justifier le caractère a-partisan de l'opération. Stratégie dont il est évident qu'elle est parfois vaine, comme en témoigne le dialogue suivant :

- « C'est quoi votre enquête ?
- *Une enquête universitaire sur l'élection présidentielle que nous menons avec des étudiants.*
- Vous savez dans quel quartier vous êtes ? Y'a pas besoin d'enquête ici ! Eh puis, c'est bien connu, tous les étudiants votent à gauche, non ?
- *Je ne sais pas. Non, en fait, je ne crois pas.*
- Vous ne savez pas ? Mais c'est quand même vous qui faites des études. C'est comme l'autre là, Florence, là, heu, Arthaud, là ! Elle fait quoi comme métier ?
- *Florence Arthaud ? (hésitante...) Navigatrice, non ?*
- Non, l'autre...
- *L'autre ? Ah oui, l'autre : Nathalie Arthaud.*
- *(Énervé) Oui, ben, elle fait quoi, comme métier ?*
- *Heu, enseignante, je crois...*
- Ben vous avez tout compris. Faut vite changer d'école !! »

\* L'enquête permet également de mettre en lumière le fait que, **d'un BV à l'autre**, les entrées en relation, les modes d'interpellation nécessitent un travail d'adaptation du chercheur, au risque parfois de forcer le trait. Une étudiante nous expliquera ainsi que ses prises de contact varient selon le BV qu'elle enquête : mettant en avant son appartenance universitaire à Cimiez (quartier bourgeois), elle se présentera à Beaumont (quartier populaire) par son prénom, en suppliant « un petit moment pour un travail [qu'elle a] à faire pour [ses] profs ». Dès lors, les étudiants vont modifier leur présentation, tenter de percevoir les inquiétudes, jouer sur les représentations qu'ils se font de leurs enquêtés et qu'ils pensent que les enquêtés se font d'eux. Ils découvriront plus tard que leurs impressions de confort lors de l'enquête à Cimiez ne sont pour autant aucunement prédictives de meilleures concordances entre déclarations de vote dans le QSU et votes effectivement réalisés. De fait, les étudiants perçoivent ainsi, de

---

<sup>12</sup> Voir, dans le même ordre d'idée, ce qu'écrit Peter Berger sur ce que n'est pas le sociologue, en particulier la séparation délicate d'avec des images tenaces : « collecteur de statistiques » et « spécialiste de la méthodologie » entre autres (Berger, 2006, 35-49).

manière parfois déconcertante, que le chercheur est aussi un **intrus** (Peneff, 2009, 236), quelle que soit « sa bonne volonté »<sup>13</sup>.

Ce constat permet de souligner les relations complexes qui s'établissent entre enquêteurs et enquêtés et les effets perturbateurs de la présence des premiers dans un espace dédié au « secret démocratique ». Au-delà même de la question de la compréhension par les enquêtés de la recherche et de sa finalité (à Cimiez, quatre enquêtés ont demandé à avoir accès aux résultats « au plus vite »), les enquêteurs ont appris également que l'enquête sociologique encourage à développer des compétences de négociation qui assurent (parfois) la présence et le maintien sur le terrain. Pour ce faire, les étudiants ont dû parfois revêtir des rôles assez incongrus pour « marchander » la réponse aux questionnaires. De l'« animateur d'espace » qui indique l'emplacement des toilettes ou de l'entrée effective du bureau de vote, en passant par le rôle de gardien de poussettes ou de chiens, les étudiants ont également découvert que la neutralité « muette » pensée comme un impératif devenait rapidement un carcan bien embarrassant.

De fait, penser le QSU comme une relation codifiée, établie uniquement entre un enquêteur et un enquêté, a rapidement connu des limites. Les étudiants ont dû s'impliquer bien au-delà de la distribution du questionnaire papier et discuter – voire négocier là aussi – avec les présidents de BV (suspicieux, goguenards ou indifférents...), avec des agents municipaux assurant la non dégradation des locaux, avec des journalistes à la quête de données d'enquête utilisables immédiatement, avec des agents de la préfecture, des candidats plus ou moins intrigués. Ils ont été aussi parfois témoins involontaires d'interactions entre votants, allant d'effusions amicales à des interpellations politiques rendant délicate la position du chercheur. Ainsi, aux Moulins, un homme âgé (d'environ 80 ans), sollicité par une enquêtrice à son arrivée devant le bureau de vote, hurle à l'étudiante qu'il va voter FN. Un jeune homme d'origine maghrébine (d'environ 25 ans), en train de remplir un questionnaire, se sent pris à partie et répond par une insulte. Le vieil homme en colère se retourne alors vers l'enquêtrice qu'il pense à l'origine de l'affront, enquêtrice qui n'a que le temps de reculer pour parer un

---

<sup>13</sup> Pierre Bourdieu écrit : « Si la relation d'enquête se distingue de la plupart des échanges de l'existence ordinaire en ce qu'elle se donne des fins de pure connaissance, elle reste, quoi qu'on fasse, une relation sociale qui exerce des effets (variables selon les différents paramètres qui peuvent l'affecter) sur les résultats obtenus. Sans doute l'interrogation scientifique exclut-elle par définition l'intention d'exercer une forme quelconque de violence symbolique capable d'affecter les réponses ; il reste qu'on ne peut pas se fier, en ces matières, à la seule bonne volonté, parce que toutes sortes de distorsions sont inscrites dans la structure même de la relation d'enquête. Ces distorsions, il s'agit de les connaître et de les maîtriser ; et cela dans l'accomplissement même d'une pratique qui peut être réfléchie et méthodique, sans être l'application d'une méthode ou la mise en œuvre d'une réflexion théorique » (Bourdieu, 2007, 1631).

coup éventuel... La tension est palpable. Après avoir voté, l'homme revient vers l'enquêtrice pour lui expliquer « *ce qu'il faut faire pour que le pays aille mieux* » : « *Il faut tout prendre, tout mettre dans un sac et tout jeter à l'eau !* », s'écrit-il avant de quitter les lieux, refusant de répondre au questionnaire.

Si cette situation ne signifie pas seulement que les enquêtés ignorent ou oublient la démarche d'enquête et qu'il puisse y avoir des stratégies « d'encliquage » ou de mobilisation latente de l'enquêteur, elle démontre surtout que l'occupation de l'espace n'est jamais anodine (quelle qu'en soit la raison...) ni pour le chercheur, ni pour ceux qui le voient ou le côtoient. De fait, il lui est attribué des fonctions ou des utilités qui lui échappent et qu'il peut endosser avec plus ou moins d'aisance : agent électoral quand les enquêtés demandent à quelle date se tient le second tour, où sont publiés les résultats, « informateur quartier » quand des électeurs perdus demandent où se situe leur BV, médiateur quand des conflits se font jour, confidents<sup>14</sup>, etc. Les étudiants découvrent alors que le terrain a un coût (humain en particulier), qu'il est tout sauf anodin, comme ils perçoivent que les relations enquêteurs-enquêtés ne sont ni solidifiées ni déterminées pour la totalité de l'enquête, quelles que soient les explications fournies (Bizeul, 1998, 759). Parallèlement, l'acte de vote leur apparaît autrement que comme un acte banal, dépassionné et purement individualisé qui se réglerait dans le silence des isolements (Lehingue, 2011). Ce constat est d'autant plus objectivable que le procédé de recherche crée aussi des occasions d'interactions dans un environnement ouvert où les enquêtés se voient, s'interpellent, s'observent, se reconnaissent.

---

<sup>14</sup> Ces confidences peuvent se transformer en conseils, comme ici, entre un jeune enquêteur de 17 ans et une femme d'environ 60 ans venue voter seule, talons hauts en imitation de peau de léopard, maquillage appuyé, pantalon moulant de couleur vive :

- Elle : Les Français ont des capacités intellectuelles très développées. D'ailleurs, vous, vous faites partie de la « race du millénaire », la plus intelligente...

- Lui : (peu sûr de lui...) *Heu, sans doute...*

- Elle : Les jeunes étudiants français ne doivent pas rester en France, ils doivent « vendre » leurs capacités à l'étranger pour ramener de l'argent en France. Nous sommes en guerre : la guerre des matières premières.

### *2. Une occasion de décliner autrement la « configuration du terrain d'enquête »*

Il n'est sans doute pas inutile, à ce stade de l'analyse, de préciser que derrière la terminologie très unifiante de bureau de vote, se dissimulent des situations très diverses. Ces différences topographiques ont, dans le cas de QSU, toute leur importance parce qu'elles déterminent en partie la prise de contact avec les enquêtés, le caractère plus ou moins intrusif ou incontournable du questionnaire ou les possibilités d'échappatoire laissées aux enquêtés. Dans le cas des bureaux de vote des Arènes et des Moulins, le stand du QSU était immédiatement visible aux personnes pénétrant dans la cour de l'école, provoquant même quelques confusions. C'est ainsi qu'intrigués, des votants viendront nous voir spontanément en nous demandant « C'est ici qu'on vote ? », encouragés sans doute aussi par une météo estivale niçoise propice aux flâneries en extérieur. La situation est incontestablement plus complexe pour le bureau de vote de Beaumont. Le « stand » QSU se situe à l'intérieur du bâtiment annexe de la mairie, dans un couloir mal éclairé et peu adapté au remplissage de questionnaire. Il y est impossible d'installer une table, de mettre en évidence le matériel de collecte des bulletins, voire de proposer un siège confortable pour s'asseoir ou un espace reculé pour accompagner les enquêtés ne souhaitant pas remplir seuls leur questionnaire. Dans ce cas très précis, les étudiants ont pu s'interroger sur les conditions d'enquête mais également la difficulté de garantir l'anonymat. La configuration des lieux<sup>15</sup> impose de fait des déambulations différentes et des modes d'interpellation des enquêtés jamais stabilisés ni pleinement reproductibles d'un lieu à l'autre, d'un enquêté à l'autre.

Ces configurations diverses sont l'occasion, pour les étudiants, de constater, après retour de terrain, que les enquêtes, quels que soient le soin apporté à la préparation et la volonté de stabiliser des protocoles reproductibles, ne sont jamais pleinement comme l'enquêteur peut les penser en amont. De ce fait, les BV ne sont pas que des lieux « de recherche » mais aussi des lieux « recherchés » : des espaces à interroger comme territoires investis par différentes catégories d'acteurs engagés dans le moment du « terrain ». Ils ne sont pas que des décors où s'organisent des interactions, tant leur configuration (et donc des relations qui s'y déroulent) va agir sur la conduite des acteurs présents. A Cimiez, par exemple, il est impossible pour les enquêtés de prétendre ne pas avoir vu les enquêteurs. Difficile dans ces conditions de s'extraire du protocole d'enquête, sauf à frôler les murs ou à courir au passage devant le stand QSU (ce que nous observerons d'ailleurs). Le chercheur occupe ainsi différemment l'espace

---

<sup>15</sup> L'organisation des lieux participant aussi à ce que D. Bizeul nomme « la configuration du terrain d'enquête » (Bizeul, 1998, 756).

## Congrès AFSP Aix 2015

selon les lieux, il impose plus ou moins sa présence, il perturbe plus ou moins consciemment les comportements, les déplacements.

Dans le même temps, ce travail par QSU a permis aux étudiants de recueillir aussi du *verbatim* permettant d'interroger très prosaïquement le caractère banal d'un vote qui serait pratiqué en totale indépendance. Entre les commentaires venant accompagner la déclaration de vote (« Pas trop le choix, c'est un quartier de droite... », « Ici, on peut pas trop dire ce qu'on vote », « Vous savez dans quel quartier vous êtes ? Y'a pas besoin d'enquête ici ! », « J'ai voté à gauche toute ma vie, malgré le quartier... »), les interpellations entre conjoints pour « savoir ce qu'il faut répondre », les discussions qui s'animent entre connaissances et voisins aux abords du bureau de vote ou du stand QSU, voire les protestations des électeurs radiés qui s'agacent d'être chassés de « leur bureau de vote », les étudiants ont ainsi accès à des éléments très riches qui permettent de remettre en cause certains attendus sur le vote individuel et en apesanteur. Ils peuvent également relativiser la vision mythifiée d'enquêtes par questionnaire *a priori* standardisées, participant à une décontextualisation et une individualisation de l'acte électoral.

Ainsi, le QSU s'avère une technique assez intéressante pour des enseignants-chercheurs en quête de moyens pour sensibiliser les étudiants aux conditions d'enquête, à la disposition des lieux, aux effets des protocoles d'enquête... bref, aux méthodes des sciences sociales (Berry, Robinson, 2012).

Le travail sur QSU a en effet permis d'initier les étudiants à plusieurs caractéristiques de l'enquête de terrain, notamment certaines failles du protocole imaginé.

Tout d'abord, les étudiants, en se confrontant très directement à la quête des enquêtés et en s'observant mutuellement, ont appréhendé combien il était complexe de s'imposer dans une relation avec un enquêté « perçu » comme réfractaire ou, plus clairement, différent socialement.

Ensuite, ce travail a permis de sensibiliser les étudiants à la question de la confidentialité, fragilisée par la disposition des lieux qui n'autorise pas le secret de l'enquête. Le QSU permet ainsi de mettre en évidence, par l'expérience, l'importance du repérage des lieux (impossible pour partie concernant cette enquête...) et des « personnes ressources » (président de BV, responsable des élections à la mairie de Nice...). Mais, c'est sans doute dans l'opportunité d'initier les étudiants à l'observation directe que ce travail de QSU nous a semblé le plus enrichissant. En demandant aux étudiants de relever systématiquement les *verbatim* accompagnant les interactions ou le remplissage de questionnaires, de décrire précisément les

lieux, les personnes, les paroles, nous avons pu les alerter sur la difficulté de ce type d'exercice dans des moments de forte affluence ou de stress. Il s'agissait aussi de les mettre en garde sur des descriptions superficielles, trop rapidement traduites en termes à haute valeur heuristique (« normal », « bien habillé », « bourgeois », « pauvre »...), de les inviter à garder la distance nécessaire pour observer, noter, tout en étant pleinement actifs aux côtés des enquêtés.

A ce titre, nous avons par exemple demandé aux étudiants de relever les expressions accompagnant le refus de répondre. L'idée était de leur faire prendre conscience que les techniques d'évitement de l'enquête ne sont pas anodines et permettent de percevoir des représentations collectives, voire des difficultés peu dicibles à un enquêté (illettrisme, peur du jugement, vote sous pression, etc.) qui ne sont pas sans influence sur les résultats de l'enquête et les populations effectivement interrogées (Mauger, 1991).

Le QSU permet alors de montrer aux étudiants que les failles de l'enquête, ses difficultés, les « erreurs » commises participent aussi du processus de recherche et peuvent devenir des éléments valorisables, soumis à discussion, échangés et constituer **des « récits d'enquête »** (Bizeul, 1998, 777 *sq*) à forte teneur heuristique et formatrice.

Ce sont donc bien des limites du QSU – ou de notre usage de cet outil – dont nous avons tiré partie, que ce soit pour la sensibilisation des étudiants aux difficultés de l'enquête sociologique ou pour l'illustration (voire la discussion) d'éléments de cours. Toutefois, pour aller plus en avant dans le retour réflexif, il aurait sans doute été pertinent de procéder comme le décrivent Jocelyn Evans et Olivia Lagergren dans leur communication « See you at the poll » : en interrogeant, *a posteriori* et de manière systématique, les étudiants enquêteurs sur cette expérience (Evans, Lagergren, 2007).

### **Conclusion**

On l'aura compris, le QSU n'est ni une méthodologie miracle, ni la part honteuse de l'enquête sur le vote. A condition de le considérer comme une épreuve complète qui permet, dans des conditions assez peu communes, de rendre intelligibles à des étudiants et leurs enseignants de nombreux enjeux pédagogiques et scientifiques et d'oser un travail d'enquête sur lequel la littérature scientifique française reste encore pour partie muette, en tout cas sur les conditions d'enquête, voire ses effets (Bajard, 2013).

S'il n'est pas possible de revenir sur chacune d'elles, nous préférons, en reprenant à nouveau les travaux de D. Bizeul, nous demander si cette expérience (avec ses « ratés » et ses

## Congrès AFSP Aix 2015

difficultés) n'a pas permis, plus que tout autre chose, de rediscuter la séparation (très artificielle) entre enquêtes standardisées – enquêtes de terrain (Bizeul, 1998), séparation qui interpelle plus qu'elle ne donne à lire. A ce titre, un des avantages du récit d'enquête, que préconise D. Bizeul, nous semble particulièrement intéressant en situation pédagogique : « atténuer chez l'enquêteur le sentiment de décalage entre ce qu'il est supposé faire, ce qui se passe en réalité et ce qu'il peut transmettre sans inconvénient pour lui » (Bizeul, 1998, 781).

### Encadré n°1 : Présentation de l'équipe de recherche<sup>16</sup>

L'équipe des politistes niçois mobilisés pour cette opération était composée de trois enseignants-chercheurs (Lucie Bargel, Nicolas Bué, Christine Pina), d'une « attachée temporaire d'enseignement et de recherche » (Anne-Sophie Petitfils) et d'une doctorante en science politique (Marie-Ange Grégory). Par ailleurs, six étudiants, à des stades différents de leur formation universitaire en science politique, se sont relayés dans les bureaux de vote pour distribuer et recueillir les questionnaires : Anne Guillon, Célia Medina, Guillaume Michel, Florian Pina, Tanya Subbamah et Laura Giraud (cette dernière, étudiante en M2 au moment de la passation des questionnaires, participera au traitement des données et à la rédaction du rapport final en tant que doctorante). Par ailleurs, pour le bureau de vote des Moulins, d'autres doctorants du laboratoire ERMES ont prêté main forte aux chercheurs pour assurer la passation des questionnaires.

### Encadré n°2 : Présentation des 3 BV investigués par QSU

3 bureaux de vote ont été investigués, non pour leur représentativité statistique, mais pour les contrastes qu'ils permettent de mettre en lumière.

- le bureau de vote de « **Beaumont** » (bureau 309) est situé dans le quartier de la République. Historiquement, ce quartier populaire, originellement ouvrier, est situé à proximité du port et du Vieux-Nice qu'il jouxte. Ce bureau se situe dans le **3<sup>ème</sup> canton de Nice**, seul canton intra-muros dont le conseiller général, Jacques Victor, est communiste (depuis 1998). Ce canton est situé dans la 1<sup>ère</sup> circonscription (qui englobe le port et le Vieux-Nice) dont le député est, avant comme après les législatives de 2012, Éric Ciotti (UMP), également président du Conseil Général des Alpes-Maritimes ;
- le bureau de vote des « **Arènes** » (bureau 606) se situe au cœur du quartier de Cimiez. Ce quartier résidentiel constitue, historiquement, un territoire marqué par des logiques de peuplement anciennes. Toutefois, ce quartier ne connaît véritablement une extension qu'au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle, avec l'usage des terres pour bâtir des habitations cossues (dont des palaces pour la bourgeoisie ou la noblesse venue d'Angleterre ou de Russie dans une partie surplombante et arborée de la ville). Le bureau 606 se situe dans le **6<sup>ème</sup> canton de Nice**, dont le conseiller général est depuis 2009 Lauriano Azinheirinha (NC). A la suite du récent redécoupage des circonscriptions législatives, ce canton est désormais affecté à la 3<sup>ème</sup> circonscription des Alpes-Maritimes, « détenue » par Rudy Salles (NC). Réélu en juin 2012, ce dernier est actuellement apparenté UDI ;
- le bureau de vote des « **Moulins** » (bureau 1404) se situe dans un quartier récent de Nice, les Moulins (construit entre la fin des années 1960 et la fin des années 1970), marqué par une forte mixité ethnique et la présence d'habitats sociaux. Faisant actuellement l'objet d'une rénovation urbaine, les Moulins se situent dans la partie ouest de Nice, en bordure du Var. Le bureau 1404 est situé dans le **14<sup>ème</sup> canton de Nice**, créé en 1982, à partir d'un redécoupage du 10<sup>ème</sup> canton. En 1992, Jacques Peyrat, alors sous l'étiquette FN, y est élu conseiller général, avant d'être battu en 1998 par Paul Cuturello (PS). En 2011, le canton est gagné par Dominique Estrosi Sassone (UMP). Ce canton est situé dans la 5<sup>ème</sup> circonscription, dont le maire de Nice, Christian Estrosi (UMP), est le député au moment du 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle de 2012.

<sup>16</sup> Ces deux encadrés sont tirés du Rapport pour la région PACA, pour sa partie « niçoise » (2014, 14-81).



### Bibliographie :

- Agrikolianski E. (2011) « 'Bourgeois' contre 'bohèmes'. Transformations sociales et clivages politiques dans deux arrondissements parisiens », in Agrikolianski E., Heurtaux J., Le Grignou B. (dir.), *Paris en campagne*, Bellecombe-en-Beauges, pp. 35-78.
- Agrikolianski E., Heurtaux J., Le Grignou B. (dir.) (2011), *Paris en campagne*, Bellecombe-en-Beauges.
- Audemar J. et Gouard D. (2014), « 'Les primaires citoyennes d'octobre 2011'. Entre logique censitaire et influences partisans locales », *Revue française de science politique*, vol. 64, n°5, pp. 955-972.
- Bajard F. (2013), « Enquêter en milieu familial. Comment jouer du rapport de filiation avec le terrain ? », *Genèses*, vol.1, n° 90, pp. 7-24.
- Barreto M. A., Guerra F., Marks M., Nuño S. A., Woods N. D. (2006) "Controversies in Exit Polls: Implementing a Racially Stratified Homogenous Precinct Approach", *PS: Political Science and Politics*, July, p. 477-483.
- Baugnet L. (2004), « Discours de jeunes et "classe politique" en procès », communication à la "10<sup>th</sup> International Sommer School of Europe PhD on Social Représentations & Communication", Université de Rome, La Sapienza, avril-mai.
- Beaud S. et Weber F. (2010), *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte.
- Becker H. S. (2002), *Les ficelles du métier*, Paris, La Découverte.
- Berger P. L. (2006), *Invitation à la sociologie*, Paris, La Découverte, édition mise à jour.
- Berry M. J. and Robinson T. (2012) "An Entrance to Exit Polling: Strategies for Using Exit Polls as Experiential Learning Projects", *PS: Political Science and Politics*, July, p. 501-505.
- Bizeul D. (1998), « Le récit des conditions d'enquête : exploiter l'information en connaissance de cause », *Revue française de sociologie*, 39-4. pp. 751-787.
- Bourdieu P. (dir.) (2007), *La Misère du Monde*, Paris, Le Seuil.
- Braconnier C., Dormagen J.-Y. (2007), *La démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Gallimard.
- Braconnier C., Dormagen J.-Y. (2010), « Le vote des cités est-il structuré par un clivage ethnique ? », *Revue française de science politique*, vol. 60, n°4, pp. 663-689.
- Braconnier C. (2010), *Une autre sociologie du vote : les électeurs dans leurs contextes bilan critique et perspectives*, Paris, Lextenso éditions LEJEP.

## Congrès AFSP Aix 2015

- Braconnier C. *et al.* (2013), « ‘Quand les milieux populaires se rendent aux urnes’. Mobilisation électorale dans un quartier pauvre de Brasilia », *Revue française de science politique*, vol. 63, n°3, pp. 487-518.
- Bréchon P. (dir.) (2011), *Enquêtes quantitatives, enquêtes qualitatives*, Grenoble, PUG.
- Delwit P., Van Haute E. (2008), « Le vote des Belges aux élections législatives de juin 2007 », *in* Delwit P., Van Haute E. (dir.), *Le vote des Belges*, Bruxelles, Editions de l’Université de Bruxelles, pp. 7-23.
- Evans, J. and Lagergren O. (2007) “See You at the Polls: Exit Polling as a Tool for Teaching Research Methods and Promoting Civic Engagement”, communication à la conférence annuelle “Teaching and Learning” de l’APSA, février, Charlotte, NC.
- Genovese M. A. and Streb M. A. (eds.) (2004), *Polls and Politics: The Dilemmas of Democracy*, State University of New York.
- Jenny J. (2004), « Quanti / Quali » = distinction artificielle, fallacieuse et stérile ! », Communication pour le 1<sup>er</sup> Congrès de l’A.F.S. (Association Française de Sociologie) Villetaneuse –février.
- Keeter S. (2008), “Poll Power”, *The Wilson Quarterly*, vol. 32, n°4, Autumn, pp. 56-62.
- Lehingue P. (2011), *Le vote. Approches sociologiques de l’institution et des comportements électoraux*, Paris, La Découverte.
- Lelieveldt H. and Rossen G. (2009), “Why Exit Polls Make Good Teaching Tools”, *European Political Science*, vol. 8, mars 2009, p. 113-122.
- Mauger G. (1991), « Enquêter en milieu populaire », *Genèses*, vol. 6, n°1, pp. 125-143.
- Milbrath L. W. (1965), *Political Participation: How and Why Do People Get Involved in Politics*, Chicago, Rand McNally.
- Peneff J. (2009), *Le goût de l’observation. Comprendre et pratiquer l’observation participante en sciences sociales*, Paris, La Découverte.
- Rapport pour la région PACA (2014), *La mesure des territoires en mutation ? Les transformations de l’ancrage territorial et social du politique*, Universités partenaires : Université d’Avignon et des pays du Vaucluse, Université Aix-Marseille, Université de Nice-Sophia Antipolis, IEP d’Aix-en-Provence.
- Rivière J. (2012), « Trajectoires résidentielles et choix électoraux chez les couches moyennes périurbaines », *Espaces et sociétés*, vol. 1, n° 148-149, pp. 73-90.